

# Ils réclament un moratoire contre l'industrialisation des forêts

Plus de 1 000 manifestants se sont retrouvés à Pau le 14 juin pour alerter sur l'exploitation industrielle des forêts au nom de la transition énergétique. Les premiers jalons d'une mobilisation nationale.



© Pablo Patarin

## **Pau (Pyrénées-Atlantiques), reportage**

« Jusqu'ici, notre mobilisation était locale. Dorénavant, elle sera nationale et européenne [...] Nous allons passer de la concertation à la confrontation. » L'avertissement de Jacques Descargues, porte-parole de Forêts Vivantes Pyrénées (FVP) et ancien secrétaire général de l'Office national des forêts (ONF), a résonné à Pau le 14 juin. Des dizaines d'associations, ONG, syndicats et groupes militants avaient coché la date pour ouvrir un nouveau front de défense pour les forêts. Parmi elles, Greenpeace, Canopée, SOS Forêt et le Groupe national de surveillance des arbres (GNSA) du militant Thomas Brail, [opposant historique à l'autoroute A69](#).

Face à eux : une série de grands projets industriels « inutiles » (centrales à biomasse, usines de granulés...) transformant la forêt en matière première. Enguirlandés de branches d'arbre, grimés en blaireaux, cerfs et grenouilles, plus d'un millier de personnes ont battu le pavé, rejoint par des élus comme la députée La France insoumise (LFI) des Hautes-Pyrénées, Sylvie Ferrer. Le cortège a traversé Pau au son des batucadas, pancartes univoques à la main : « Pas de nature, pas de futur », « Sans arbre, plus de saison »...



*Le biochar est une forme de charbon végétal, qui nécessite beaucoup de matière première et d'énergie. © Pablo Patarin*

Plusieurs happenings ont aussi rythmé la manifestation. Sur les marches du palais de justice, l'association Les Rondins des bois mettait en scène le procès fictif d'Elyse Energy, la compagnie cherchant à implanter [l'usine E-Cho de biocarburants à Lacq](#), près de Pau. L'entreprise ambitionne notamment de produire du e-kérosène pour « verdir » le domaine de l'aviation.

Un projet unanimement contesté par les groupes écologistes, à l'image de Canopée : « Ils considèrent le bois comme une énergie renouvelable, mais ce n'est pas si simple que ça. Outre le fait que sa combustion émet plus de CO<sub>2</sub> que le charbon, la capacité de séquestration des forêts met du temps à se renouveler. Surtout, le bois-énergie est censé être le dernier recours de l'usage du bois. En réalité, il représente 68 % de la consommation française. »



*Le procès fictif d'Elyse Energy devant le palais de justice. © Pablo Patarin*

Le projet E-Cho incarne à lui seul l'absurdité industrielle. Pour fabriquer 500 000 tonnes de bois par an, l'usine d'Elyse Energy devra sacrifier 2 millions d'arbres, doubler la consommation électrique locale et pomper des millions de m<sup>3</sup> d'eau dans le Gave de Pau.

Derrière les effets d'annonce, le projet disposerait d'un bilan carbone contestable, d'après les ingénieurs du Shift Project : « *Le kérosène produit émettra en moyenne chaque année plus de CO<sub>2</sub> que si l'on continuait de brûler du kérosène fossile. Il n'y a donc aucun intérêt climatique à mettre en place une filière française d'e-biokérosène.* »

## L'arbre qui cache la forêt

En avril dernier, les ministres des Transports et de l'Énergie annonçaient les lauréats de l'appel à projets Carb Aéro, dans le cadre de France 2030, destiné à décarboner le transport aérien. Parmi eux, BioTjet, de E-Cho, financé à hauteur de 100 millions d'euros.

Portant la bataille localement depuis plusieurs années, le collectif FVP dénonce l'absence de dialogue avec l'État, pour lequel « *l'industrie prime sur la forêt. Il privilégie une fuite en avant technologique plutôt que vers la sobriété* ». Le collectif espère à présent un moratoire forestier, « *au même titre que pour les océans* ». Et ainsi une véritable réflexion au niveau national quant au sort réservé au poumon vert français, plus en danger que jamais.



Les militants demandent notamment un moratoire sur les forêts. © Pablo Patarin

Si l'exécutif français s'est engagé à réduire ses rejets de CO<sub>2</sub> et que l'Union européenne préconise une diminution de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, ces industries disposent d'un retour sur investissement carbone pouvant prendre des décennies.

De Garlin à Guéret, en passant par Gardanne, les projets, listés dans [une cartographie de SOS Forêt](#) — usines de biochar, centrales à biomasse, production de granulés — avaleraient des millions de tonnes de bois par an. Face à cette offensive, les manifestants réclament une loi pour réorienter la politique forestière vers une sylviculture douce.



*Ils envisagent aussi de durcir la lutte pour mieux se faire entendre. © Pablo Patarin*

« On ne fait pas voler des avions en rasant des forêts, dénonce Thomas Brail. Il en va de même pour les poses de panneaux voltaïques qui se multiplient en France [dans les forêts]. » Sans dissimuler sa colère, Rémi Gerbaud, engagé sur le plateau de Millevaches, a quant à lui appelé à « passer à la désobéissance civile, comme on l'a fait pour les OGM. C'est comme ça qu'on gagnera ».

**Pablo Patarin**

**Lien de l'article (et plus de photos) pour Reporterre :**

<https://reporterre.net/Des-arbres-coupes-pour-faire-voler-les-avions-des-militants-demandent-un-moratoire>